

SON GROUPE PARLEMENTAIRE RÉCUSE PUBLIQUEMENT UN DÉCRET DU PREMIER MINISTRE

Le FLN embarrasse Sellal

A peine entré en vigueur, officiellement depuis hier mercredi 1^{er} juillet, le décret exécutif de Abdelmalek Sellal imposant le chèque bancaire pour toute transaction financière substantielle, fait réagir violemment le chef du groupe parlementaire du parti... majoritaire ! Ce décret serait-il d'ores et déjà un mort-né ?

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Au groupe parlementaire FLN, nous refusons de manière claire l'application de la mesure relative au paiement par chèque parce qu'elle portera préjudice à la vie des citoyens d'un point de vue social, économique et commercial. J'interpelle à ce propos, le Premier ministre Abdelmalek Sellal, pour qu'il y ait de véritables études sur la réalité économique de l'Algérie.»

Le propos qui précède est de Mohamed Djemai, chef du groupe parlementaire du FLN à l'Assemblée et, par ailleurs, homme d'affaires qui s'exprimait ainsi mardi dernier dans un entretien accordé au journal électronique *Tout sur l'Algérie*. Il faut d'abord préciser une chose élémentaire : étant question d'un décret exécutif, publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire, cela vaut un texte de loi applicable sur tous les citoyens algériens et sur toute

l'étendue du territoire national. Il ne s'agit pas d'un projet de loi soumis à l'appréciation des parlementaires, mais bien d'une loi que le groupe parlementaire du FLN, donc le parti majoritaire dans son ensemble, s'engage à violer publiquement. Un cas de figure qu'il est difficile de trouver ailleurs, y compris dans les républiques bananières les plus «accomplies» !

Sellal, l'auteur du décret en question, va-t-il rappeler à l'ordre le chef du groupe parlementaire du FLN ? Le FLN, lui-même, le fera-t-il ? Ce qui demeure certain, en l'état actuel des choses, est la position de premier plan que le chef du groupe parlementaire occupe au sein de son parti, davantage depuis le 10^e congrès de fin mai dernier.

Le rôle qu'y avait joué Mohamed Djemai était particulièrement important. Dans la préparation et les coulisses surtout. Un 10^e congrès qui s'était aussi distingué par un autre

phénomène : l'adhésion massive de la majorité des ministres technocrates du gouvernement Sellal au comité central du parti.

Le Premier ministre lui-même le cautionnera en sa qualité de «militant». L'on se retrouve ainsi avec un parti, le FLN, qui a comme président Abdelaziz Bouteflika en personne, son Premier ministre comme «militant», et pas moins de quatorze ministres, dont le directeur de cabinet du Premier ministre, en plus du secrétaire général de la présidence, du président de l'APN, et d'une multitude d'autres hauts cadres de l'Etat entre ambassadeurs, dirigeants de grandes institutions comme les Douanes, etc. et qui, comme première action politique d'après le congrès, s'engage à ne pas respecter la loi !

Le Premier ministre ne peut céder, cette fois, devant des «caprices» de députés entrepreneurs (au sens entreprise du terme !) sans risque de se discréditer définitivement et, avec lui, tout un Etat qui ne se fait plus respecter ou craint y compris par des chaînes de télé ou des groupuscules de salafistes qui font la pluie et le beau temps



Sellal va-t-il rappeler à l'ordre Mohamed Djemai ?

Photo : NewPress

dans certains endroits, qui lancent des appels au meurtre en public, sur des médias entretenus par l'argent public sans jamais être le moins du monde inquiétés !

Un «cheïkh-terroriste» s'indigne d'une note du ministre du Commerce ? Le gouvernement la retire ! Deux ou trois misérables petits groupes de parlementaires islamistes font un peu de bruit à l'Assemblée

parce qu'une loi qu'on leur soumettait interdisait la violence contre les femmes ? Le gouvernement bloque tout avec instruction au Sénat de faire «oublier» ce texte ! Alors, qu'en sera-t-il cette fois que cela vienne d'un chef du groupe parlementaire du parti majoritaire ? Il serait d'ailleurs intéressant de connaître la position de Amar Saâdani sur cette question...

K. A.

HANOUNE L'ACCUSE D'AVOIR PRIS UN VIRAGE ULTRALIBÉRAL :

«Bouteflika a renié son mandat»

Le président de la République renie son mandat à travers des orientations économiques ultralibérales, affirme Hanoune. Depuis la prestation de serment de Bouteflika, l'Algérie a opéré un «total basculement» et une rupture avec les engagements du président de la République, dit-elle, ouvrant la voie à la prolifération du terrorisme, à la «liquidation des prérogatives de l'Etat» et à une déclaration de guerre contre les couches populaires. Dans ce contexte, dit-elle, le silence de Bouteflika est «très lourd» face à des dérives opérées en son nom.

Nawal Imés - Alger (Le Soir) - Depuis les élections de 2014, déplore Hanoune, c'est un virage brutal à droite, ultralibéral, qui est opéré avec l'émergence d'une oligarchie et un retour annoncé vers l'endettement extérieur.

Il ne s'agit ni plus ni moins, selon Hanoune, d'une «programmation de la faillite du pays et un effondrement généralisé», à travers la loi de finances complémentaire à travers laquelle, dit Hanoune, «l'Etat se fait harakiri» et «prépare les ingrédients d'une confrontation violente».

A l'origine des craintes exprimées par la secrétaire générale du Parti des travailleurs, les informations distillées sur le contenu de la loi de finances complémentaire qualifiées de «très inquiétantes».

Et pour cause, Hanoune y voit l'empreinte claire de l'oligar-

chie au moment où les propos du ministre des Finances se vérifient en matière de désengagement de l'Etat dans le financement des projets à partir de la dépense publique et la levée de l'interdiction de l'endettement extérieur selon le modèle grec. Cela permettra à l'oligarchie de contracter des crédits avec pour garant le Trésor public, dénonce Hanoune.

Pire encore, dit-elle, on assiste à des privatisations d'un nouveau genre qui aboutit à «une prédation par l'Etat au profit de quelques individus» et des entreprises qui n'ont pas la technicité voulue. C'est, dit-elle, la preuve que l'oligarchie naît de la matrice du système et que le départ de l'ancien ministre de l'Energie obéit à cette logique avant d'être remplacé par un ministre «visiblement plus malléable».



Hanoune dénonce une faillite programmée du pays.

Photo : Samir Sid

Le débat autour de l'amnistie fiscale fait également réagir violemment la secrétaire générale du Parti des travailleurs. Il ne s'agit, selon elle, ni plus ni moins que d'«insulter l'intelligence des Algériens». Dans ce contexte, le rappel à l'ordre de Sellal au sujet de la corruption s'apparente à une farce.

En s'exprimant à l'ouverture de la session ordinaire du bureau politique, Hanoune a évoqué le procès Khalifa dénonçant un «dénî de justice» tout en n'omettant pas de commenter l'actualité faite des mises en garde adressées aux chaînes

de télévision privées, notamment celle qui diffuse des émissions satiriques. Il s'agit, selon Hanoune, d'une atteinte à la liberté d'expression et une mise au pas de la presse.

Ce qui se passe en Tunisie ne laisse pas indifférente le numéro un du PT qui considère que ce qui s'y passe n'est ni plus ni moins qu'une «guerre» et une véritable descente aux enfers avec les prémices d'une ingérence étrangère avec l'affluence de délégations étrangères sous couvert d'enquêtes sur l'attentat de Sousse.

N. I.

EN L'ESPACE D'UNE SEMAINE

Un quatrième terroriste éliminé à Aïn Defla

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel de Aïn Defla/1^{re} Région militaire a abattu un terroriste, mardi 30 juin 2015, suite à une opération de fouille et de ratissage menée près du lieudit Oued El-Kheraz, commune de Tacheta Zougagha, wilaya de Aïn Defla. L'opération a permis de récupérer 1 pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munitions et une ceinture explosive qui a été détruite sur-le-champ.

Il convient de signaler que ce bilan vient s'ajouter à ceux des opérations menées les 24 et 27 juin 2015 dans la même zone où trois terroristes ont été neutralisés et 1 pistolet mitrailleur de type kalachnikov et 2 fusils semi-automatiques ont été récupérés.